

COLMAR

Opposés au « pacte enseignant » de l'Éducation nationale



Une vingtaine de représentants syndicaux ont érigé un mur de briques devant les locaux de la direction des services départementaux de l'Éducation nationale. Photo L'Alsace/Hervé KIELWASSER

Les syndicats enseignants ont manifesté ce mercredi à Colmar contre le projet de pacte proposant à ceux qui le souhaitent de faire des heures supplémentaires. Impossible selon eux, au regard de leur charge de travail. Ils y voient un moyen d'éviter l'augmentation de salaire qu'ils demandent.

La date du 31 mai pour la manifestation des syndicats contre le « pacte enseignant » ne relève pas du hasard : c'est ce mercredi matin que devait se réunir le comité social d'administration de l'Éducation nationale sur la revalorisation des enseignants, réunion finalement reportée au 13 juin après que les syndicats ont claqué la porte. Une vingtaine de délégués des différents syndicats haut-rhinois se sont donc retrouvés devant les locaux de la direction des services départementaux de l'Éducation nationale à Colmar pour ériger symboliquement un mur de briques.

Sur la base du volontariat

Ceci en référence aux « briques » dont est constitué ce pacte proposé par le ministère de l'Éducation nationale pour faire des heures supplémentaires. À noter que les enseignants du second degré ont déjà la possibilité d'en faire. Dans ce dispositif, les enseignants volontaires pour signer ce pacte ont une mission qui repose sur trois briques : une obligatoire (soutien en mathématiques pour les enseignants du premier degré, remplacements de courte durée pour ceux du second) et deux facultatives (la encore des dispositifs de soutien scolaire, au choix rémunérés à l'heure ou annualisés).

BILINGUISME

Des réunions publiques dans toute l'Alsace

Dans le cadre du mois du bilinguisme organisé par la Collectivité européenne d'Alsace, la Fédération Alsace bilingue tiendra plusieurs réunions publiques dans toute la région.

Elles auront pour thème principal : « Langue régionale d'Alsace, un passé méconnu, un présent imparfait, un futur incertain ».

Les dates : Mulhouse : vendredi 2 juin à 19 h à l'hôtel Bristol, 18 avenue de Colmar ; Sélestat : lundi 12 juin à 19 h à L'Étincelle, allée Georges-Charpak ; Altkirch : mercredi 14 juin à 19 h à la Halle au blé,

Pour Valérie Poyet, secrétaire départementale FSU, ce pacte est impossible à appliquer : « Entre les heures de présence et le travail en dehors, nous faisons déjà 43 heures par semaine [?]. Si on rajoute des heures, ce sont les classes qui en pâtiront... »

On veut nous faire passer pour des glandeurs

Les syndicats voient dans ce « travailler plus pour gagner plus », une façon détournée de ne pas augmenter les salaires comme ils le réclament. Voire un moyen pernicieux de « nous faire passer pour des glandeurs ! », s'étranglent-ils. « Avec nos 24 heures de présence devant les élèves, on peut faire plus, n'est-ce pas ? À la suite du suicide d'une collègue, il y a quelques années, nous avions eu l'impression que le gouvernement entendait enfin notre souffrance au travail... Mais aujourd'hui, ce n'est plus du tout le cas. »

Irréaliste

Sans compter des mesures « irréalistes », « Comment un enseignant peut-il remplacer un collègue avec son calendrier déjà chargé, et devant une classe qu'il ne connaît pas ? » « Ce n'est pas de "plus d'école" que nous avons besoin, mais de "mieux d'école", résume Valérie Poyet. « Ce qui signifie avoir plus de personnel, avec un salaire décent pour attirer les jeunes. »

Françoise MARISSAL

(*) Selon une étude menée à l'automne 2022 par la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance de l'Éducation nationale, la moitié des enseignants déclarent travailler plus de 43 heures par semaine.

Renseignements sur : www.fab.alsace.

WINTZENHEIM

Les gendarmes perquisitionnent la mairie



La mairie de Wintzenheim a été perquisitionnée le 4 mai par les enquêteurs de la gendarmerie. Archives DNA/Nicolas PINOT

Les gendarmes ont perquisitionné la mairie de Wintzenheim début mai dans le cadre d'une enquête préliminaire. Selon le maire Serge Nicole, qui souhaite « que la lumière soit faite rapidement », ils ont emporté des documents relatifs à des marchés publics de voirie et des notes de frais de carburant.

C'est une dénonciation d'infractions adressée à la procureure de la République de Colmar qui a déclenché l'ouverture d'une enquête préliminaire. Le parquet a confié les investigations à la brigade de recherches (BR) de la gendarmerie de Colmar.

L'objet de cette enquête est de vérifier le bien-fondé d'éventuelles infractions qu'aurait pu commettre le maire de Wintzenheim, Serge Nicole, et son équipe.

Les éléments retrouvés sont en cours d'analyse

Dans ce cadre, une perquisition a été menée le jeudi 4 mai pendant plusieurs heures par des gendarmes de la BR de Colmar et de la section de recherches de Strasbourg. Selon le maire, qui indique ne pas avoir été informé des motifs des investigations, les enquêteurs ont emporté des documents relatifs aux marchés publics de voirie datant de 2014, mais également des

notes de frais de carburant datant de 2019, en lien avec un déplacement dans la ville jumelée de Mönnesee, en Allemagne.

Selon la procureure, Catherine Sorita-Minard, « un certain nombre d'éléments et d'informations ont été trouvés. Ils sont en cours d'analyse et d'exploitation ».

Une enquête qui prendra plusieurs mois

Le résultat de l'enquête, qui devrait prendre plusieurs mois, conduira ou non à l'engagement de poursuites à l'encontre des

élus. En amont de cette perquisition, plusieurs fonctionnaires, ayant travaillé à la mairie durant la période visée, ont été entendus par les enquêteurs.

Serge Nicole, maire de Wintzenheim depuis 2008, se dit serein. « J'ai toujours joué la transparence et je n'ai jamais profité de ma fonction de maire », assure-t-il.

« Pour ce déplacement à Mönnesee, mes adjoints et moi avions loué des véhicules, aux frais de la commune, mais pour remplir le réservoir au retour, il a fallu que nous avançons les frais, qui nous ont été remboursés ensuite sur factu-

re. » Il s'en était déjà expliqué en séance de conseil municipal, en réponse à une question du groupe minoritaire.

Le maire y voit un coup politique

Il soupçonne un coup politique à trois ans de la prochaine élection municipale. « On jette le discrédit sur ma gestion municipale de peur que je me représente en 2026 », estime-t-il. « J'ai hâte que la lumière soit faite rapidement. Tant que l'affaire ne sera pas bouclée, elle suscitera le doute chez les administrés. »

Valérie FREUND

BAS-RHIN

Des sentinelles du web pour aider les secours

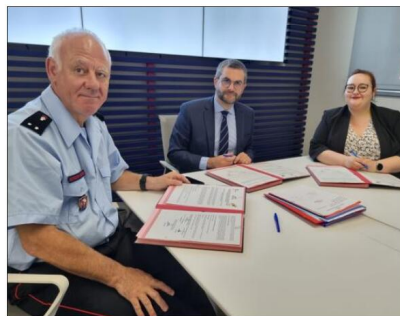
La préfecture du Bas-Rhin et les pompiers ont signé mercredi une convention avec l'association Visov. Sa mission : récolter des informations sur les réseaux sociaux lors d'un événement majeur.

Le soir de l'attentat de Strasbourg, le 11 décembre 2018, des informations circulaient sur Internet avant l'arrivée des secours. « Notre univers a beaucoup changé, il s'est beaucoup accéléré avec l'usage des réseaux sociaux », remarque Jean-Baptiste Peyrat, directeur de cabinet de la préfète du Bas-Rhin.

« En cas de catastrophe naturelle, industrielle, technologique, outre l'organisation des secours, l'un des enjeux majeurs est de bien informer le public », poursuit le représentant de l'État, conscient que « les gens sur place font des photos, donnent des infos sur les réseaux sociaux. »

Une centaine de volontaires en France et en Suisse

Derrière leur écran, les quelque cent bénévoles de l'association Visov (Volontaires internationaux en soutien opérationnel virtuel, ré-



Le directeur départemental des pompiers du Bas-Rhin René Cellier, le directeur de cabinet de la préfète du Bas-Rhin Jean-Baptiste Peyrat et la présidente de l'association Visov Élodie Boileau ont signé une convention de partenariat mercredi 31 mai. Photo DNA/G. L.

partis dans toute la France et en Suisse) sont là pour les récupérer. La moitié des départements français ont déjà signé une convention avec cette association, « créée en 2014 sur le modèle de ce qui existe depuis longtemps aux États-Unis et au Canada », précise sa présidente Élodie Boileau.

« On va chercher l'information publique », détaille la responsable citant « Facebook, Twitter, Instagram,

Snapchat, Waze, les webcams... » Le cas échéant, les bénévoles contactent les internautes « pour fiabiliser l'information ». Ils récoltent des images, recueillent des témoignages, font le tri dans le flux de données. Sachant que « plus de 90 % de Français sont sur un réseau social ou ont dans leur foyer quelqu'un qui y est ». « Une photo peut nous permettre de décider d'engager des moyens supplémentaires », observe René Cellier, directeur départemental du Service d'incendie et de secours du Bas-Rhin. Il cite comme exemple « un appel pour un petit incendie » qui peut se révéler être « tout un bâtiment en feu ».

« Détecter les fake news pour adapter la communication »

Le but du partenariat est aussi de « détecter les fake news pour adapter la communication », poursuit Jean-Baptiste Peyrat. Plus que jamais, les services de l'État ont « besoin de donner une information, fiable, vérifiée, juste » afin de « réinstaurer un lien de confiance » avec les « concitoyens ».

Et éviter la panique. En juin 2018, l'explosion d'un silo à grains dans la zone portuaire de Strasbourg avait suscité l'affolement alors que des débris de toit en amiante s'étaient éparpillés. De même, l'incendie du centre de données OVHcloud, en mars 2021 au Port-du-Rhin, avait inquiété par son épais dégagement de fumée. Pour rassurer la population, les réseaux sociaux avaient déjà été utilisés.

G. L.